

INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP)

| | |
|-------------------------------|---|
| NOM & ADRESSE DE L'ENTREPRISE | Date : 07 mars 2022 |
| | REFERENCE: RFP N°02-2022/PNUD NIGER- |

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre du « **Recrutement d'un cabinet d'études pour la réalisation d'une étude d'évaluation des besoins prioritaires en infrastructures d'utilité communautaire incluant une analyse de perception des communautés du Sud Maradi (communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan)** ».

Veuillez utiliser le formulaire figurant dans l'annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les soumissions, adressées à la **Représentant Résident Adjoint** peuvent être déposées jusqu'au **lundi 21 mars 2022 à 12 heures 00 GMT** à l'adresse suivante : ne.procurement.team@undp.org

Votre soumission doit être rédigée en **Français** avec une durée de validité minimum de **90 jours**.

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu'elle parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous transmettez votre soumission par courrier électronique, veuillez vous assurer qu'elle est signée, en format PDF et exempte de virus ou fichiers corrompus.

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l'exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l'ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Veillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante : <http://www.undp.org/procurement/protest.shtml> .

Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

Eloi Kouadio IV
Représentant Résident Adjoint
07/03/2022

Annexe 1

Description des exigences

| | |
|--|--|
| Contexte | <i>Recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude d'évaluation des besoins prioritaires en infrastructures d'utilité communautaire incluant une analyse de perception des communautés du Sud Maradi (communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan)</i> |
| Partenaire de réalisation du PNUD | HACP, ONU FEMMES, FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX |
| Brève description des services requis ¹ | Etude d'évaluation des besoins prioritaires en infrastructures d'utilité communautaire incluant une analyse de perception des communautés du Sud Maradi (communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan) |
| Liste et description des prestations attendues | <p>Cette évaluation de base se fera suivant une approche permettant de combiner des méthodes quantitatives et qualitatives pour produire des données permettant de guider la programmation, le suivi et l'évaluation des prochaines activités de réhabilitation des infrastructures d'utilité communautaire mises en œuvre par les communautés sur la base d'activités de <i>cash for work</i>.</p> <p>Elle sera faite en coordination étroite avec les services techniques déconcentrés de la région de Maradi, des départements de Madarounfa et Guidan Roumdji, et les autorités locales des communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan Sori.</p> <ol style="list-style-type: none">1. Collecter et analyser les données sur les infrastructures d'utilité communautaire existant dans les communes d'intervention, à fort potentiel d'impact pour l'amélioration du bien-être des communautés (nombre d'infrastructures, nature des infrastructures, analyse de leur état de fonctionnement, analyse de leur potentiel d'utilisation par les communautés, évaluation des besoins de réhabilitation/amélioration et nature des travaux à mener) ;2. Mener une analyse inclusive de la perception des communautés sur la pertinence de la réhabilitation d'infrastructures sur la base d'activités de <i>cash for work</i> ;3. Proposer trois (03) à cinq (05) infrastructures d'utilité communautaire nécessitant des travaux de réhabilitation/amélioration et dont l'utilité communautaire est avérée qui pourraient être appuyées par le projet ;4. Proposition d'un plan de réhabilitation/amélioration des infrastructures sur la base d'activités de <i>cash for work</i> mises en œuvre par les communautés (avec une approche sensible au genre et à l'âge) ;5. Proposition d'un système de suivi et d'évaluation permettant d'apprécier les changements socio-économiques enregistrés au sein des communautés bénéficiaires. |
| Personne devant superviser le travail/les | Abdoulaye Baldé, CTP paix et Sécurité |

¹ Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.

| | | | | | |
|--|---|---------------------|--|------------------------|--|
| prestations du prestataire de services | | | | | |
| Fréquence des rapports | <i>Confère TdRs</i> | | | | |
| Exigences en matière de rapport d'avancement | <i>Confère TdRs</i> | | | | |
| Lieu des prestations | <input type="checkbox"/> Niger | | | | |
| Durée prévue des prestations | 21 jours ouvrables | | | | |
| Date de commencement prévue | Dès la signature du contrat | | | | |
| Date-limite d'achèvement | 21 jours ouvrables après la signature | | | | |
| Déplacements prévus | Destination/s | Durée prévue | Brève description de l'objet du déplacement | Date(s)-prévues | |
| | TdR | TdR | TdR | TdR | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Exigences particulières en matière de sécurité | N/A | | | | |
| Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert) | N/A | | | | |
| Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités | <ul style="list-style-type: none"> • Requis | | | | |
| Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services | <ul style="list-style-type: none"> • Requis | | | | |
| Devise de la soumission | <input type="checkbox"/> Devise locale (FCFA-BCEAO) ou USD | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert ² | <ul style="list-style-type: none"> • HTVA | | | | |
| Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions) | <input type="checkbox"/> 90 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la | | | | |

² L'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.

| | | | | |
|---|--|--------------|------------|---|
| | soumission. | | | |
| Soumissions partielles | <input type="checkbox"/> Interdites | | | |
| Conditions de paiement ³ | Prestations | Pourcentage | Calendrier | Condition de versement du paiement Sous trente (30) jours à compter de la date à laquelle les conditions suivantes seront respectées : a) L'acceptation écrite par le PNUD de la qualité des prestations (et non pas leur simple réception) ; et b) La réception de la facture du prestataire de services. |
| | 1 note de cadrage détaillant la méthodologie choisie, les villages ciblés, les personnes-ressource à impliquer, le chronogramme envisagé... (au démarrage de l'évaluation) | A déterminer | | |
| | 1 rapport d'analyse reflétant les résultats des consultations menées (à mi-parcours) ; | A déterminer | | |
| | 1 rapport final portant le détail des infrastructures d'utilité communautaire identifiées et présentant le plan de réhabilitation/amélioration par les communautés sur la base du cash for work (à la fin de l'étude). | A déterminer | | |
| Personne(s) devant examiner/inspecter/aprouver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement | Abdoulaye Baldé, CTP paix et Sécurité | | | |
| Type de contrat devant être signé | <input type="checkbox"/> Contrat de services professionnels | | | |
| Critère d'attribution du contrat | <input type="checkbox"/> Score combiné le plus élevé (l'offre technique comptant pour 70 % et le prix pour 30 %) <input type="checkbox"/> Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission. | | | |
| Critère d'évaluation de la soumission <i>Ci-joint critères d'évaluation contenu dans le TdR</i> | Soumission technique (70 %) <input type="checkbox"/> Expérience générale du consultant et référence similaires (Bonne expérience dans le secteur avec au moins 2 marchés similaires au cours des 5 dernières années) (30 points) <input type="checkbox"/> Méthodologie, son adéquation TDRs et au calendrier d'exécution (20 points) <input type="checkbox"/> Structure de la direction et qualifications du personnel clé (50 points) | | | |

³ Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, le PNUD obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au prestataire de services.

| Critères, sous-critères, et système de points pour l'évaluation des Propositions Techniques. | | |
|--|--|------------------|
| IAC 5.2 | Critères, sous-critères | Points |
| | 1. Expertise des consultants : Capacités organisationnelles et Expérience du Consultant | 25 points |
| | Preuves de la capacité organisationnelle et de l'expérience nécessaires à l'exécution de projets de même nature, y compris la nature et la valeur des contrats pertinents, ainsi que les missions en cours et engagées de façon contractuelle, portées au point A du « formulaire de présentation de la soumission du prestataire de services ». | 25 points |
| | 2. Approche, méthodologie et plan de travail | 25 points |
| | Méthodologie, son adéquation aux tdrs et au calendrier d'exécution de la mission | 25 points |
| | 3. Qualification du personnel de la Mission : Fournir la liste du personnel clé affecté à la mission, leur responsabilité ainsi que les éléments permettant d'apprécier leur qualification : | 50 points |
| | 4. Expert en sciences sociales et consultations communautaires : Diplôme d'ingénieur, génie rural, génie civil ou similaire, permettant de justifier d'une compétence pour l'évaluation de l'état d'infrastructures d'utilité communautaire et la détermination de stratégies de réhabilitation/amélioration (pistes rurales, mosquées, écoles, hôpitaux, cases de santé...) - Expérience professionnelle de minimum deux (02) ans dans le domaine de la conception, du développement ou de l'évaluation d'infrastructures sociales et d'infrastructures d'utilité communautaire ; - Avoir conduit au moins une (01) étude technique et financière sur des infrastructures d'utilité communautaire ; - Disposer d'au moins une (01) expérience dans le domaine du développement durable, afin de justifier d'une connaissance des spécificités du secteur. - | 25 |
| | 5. Expert en sciences sociales et consultations | 25 |

| | | | |
|---|---|-------------------|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Diplôme de Master dans le domaine du développement, de l'économie, des sciences humaines ou des sciences sociales ou apparenté ; - Un diplôme/certification en statistique et analyse de données est un atout. - Expérience professionnelle de minimum cinq (05) ans dans la recherche et la conduite d'analyses de perception communautaire, sur la base de méthodes d'analyse qualitatives et quantitatives ; - Expérience professionnelle de minimum cinq (05) ans dans le domaine du développement communautaire, en particulier autour de la mise en place d'activités génératrices de revenu ou de cash for work ; - Expérience professionnelle de minimum trois (03) ans dans le domaine de la consolidation de la paix, la cohésion sociale, permettant de justifier d'une bonne connaissance de la méthodologie de l'enquête communautaire ; - Expérience professionnelle au sein du Système des Nations-Unies (assurant une bonne connaissance des standards et procédures du SNU) est un atout. | | |
| Total de points | | 100 points | |
| | Le score minimum technique (St) requis est de 70 points | | |
| IAC 5.7 | <p>La formule utilisée pour déterminer les scores financiers est la suivante :</p> <p>$Sf = 100 \times Fm/F$, où Sf est le score financier, Fm est la proposition la moins-disante et F est le prix de la Proposition considérée.</p> <p>Les pondérations attribuées aux Propositions Technique et Financière sont :</p> <p>T =xxx% et F = xxx%.</p> | | |
| <p><u>Soumission financière (30 %)</u></p> <p>A calculer en comparant le prix de la soumission par rapport au prix le plus bas des soumissions reçues par le PNUD.</p> | | | |

| | |
|--|--|
| Le PNUD attribuera le contrat à : | <input type="checkbox"/> Un seul et unique prestataire de services |
| Annexes de la présente RFP | <input type="checkbox"/> Formulaire de présentation de la soumission (annexe 2) <input type="checkbox"/> Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3) ⁴ <input type="checkbox"/> TDR détaillés |
| Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) ⁵ | Unité Procurement : ne.procurement.team@undp.org Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires. |

⁴ Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d'élimination du présent processus d'achat.

⁵ La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

Annexe 2

FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES⁶

(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services⁷)

[Insérez le lieu et la date]

A : [insérez le nom et l'adresse du coordonateur du PNUD]

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP en date du [précisez la date] et dans l'ensemble de ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des conditions contractuelles générales du PNUD.

A. Qualifications du prestataire de services

Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :

- a) Profil – décrivant la nature de l'activité, le domaine d'expertise, les licences, certifications, accréditations ;*
- b) Licences commerciales – documents d'immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;*
- c) Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultats et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;*
- d) Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande le PNUD, contenant une description de l'objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;*
- e) Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.*
- f) Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU.*

B. Méthodologie proposée pour la fourniture des services

Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences du PNUD

⁶ Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.

⁷ Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles, des conditions d'information et des mécanismes d'assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.

C. Qualifications du personnel clé

Si la RFP en fait la demande, le prestataire de services doit fournir :

- a) les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d'équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;*
- b) des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis si la RFP en fait la demande ; et*
- c) la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu'il sera disponible pendant toute la durée du contrat.*

D. Ventilation des coûts par activité *

| | Prestations [énumérez-les telles qu'elles figurent dans la RFP] | Pourcentage du prix total | Prix (forfaitaire, tout compris) |
|---|--|----------------------------------|---|
| 1 | Prestation 1 | | |
| 2 | Prestation 2 | | |
| 3 | | | |
| | Total | 100 % | |

**Ceci servira de fondement aux tranches de paiement*

E. Ventilation des coûts par élément de coût [Il ne s'agit que d'un exemple]

| Description de l'activité | Répartition | Rémunération par unité de temps | Durée totale de l'engagement | Nombre d'employés | Tarif total |
|---|--------------------|--|---|------------------------------|------------------------|
| I. Services fournis par le personnel | | | | | |
| Personnels étrangers (le cas échéant) | | | | | |
| a. Expertise 1 | | | | | |
| b. Expertise 2 | | | | | |
| Personnels locaux | | | | | |
| a . Expertise 1 | | | | | |
| b. Expertise 2 | | | | | |
| II. Frais | | | | | |

| | | | | | |
|-----------------------------------|--|--|--|--|--|
| 1. Frais de déplacement | | | | | |
| 2. Indemnité journalière | | | | | |
| 3. Communications | | | | | |
| 4. Reproduction | | | | | |
| 5. Location de matériel | | | | | |
| 6. Autres | | | | | |
| III. Autres coûts connexes | | | | | |

[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire de services]

[Fonctions]

[Date]

Annexe 3 : Conditions générales applicables aux services

1.0 STATUT JURIDIQUE :

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut juridique d'un prestataire indépendant vis-à-vis du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le personnel et les sous-traitants du prestataire ne seront considérés à aucun titre comme étant les employés ou agents du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies.

2.0 SOURCE DES INSTRUCTIONS :

Le prestataire ne pourra demander à une autorité externe au PNUD ou accepter de celle-ci aucune instruction au titre de la fourniture de ses services en application du présent contrat. Le prestataire devra s'abstenir de tout acte susceptible d'avoir des conséquences préjudiciables pour le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et devra s'acquitter de ses obligations en tenant pleinement compte des intérêts du PNUD.

3.0 RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE AU TITRE DE SES EMPLOYES :

Le prestataire sera responsable des compétences professionnelles et techniques de ses employés et devra choisir, pour les besoins des prestations à fournir en application du présent contrat, des personnes fiables qui devront travailler avec efficacité dans le cadre de l'exécution du présent contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à des normes morales et éthiques strictes.

4.0 CESSION :

Le prestataire devra s'abstenir de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent contrat, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits, créances ou obligations aux termes du présent contrat, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable et écrit du PNUD.

5.0 SOUS-TRAITANCE :

Si le prestataire a besoin des services de sous-traitants, il devra obtenir l'approbation et l'autorisation préalable du PNUD pour l'ensemble des sous-traitants. L'approbation d'un sous-traitant par le PNUD ne libérera le prestataire d'aucune de ses obligations aux termes du présent contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance seront soumises aux dispositions du présent contrat et devront y être conformes.

6.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

7.0 INDEMNISATION :

Le prestataire devra garantir, couvrir et défendre, à ses propres frais, le PNUD, ses fonctionnaires, agents, préposés et employés contre l'ensemble des actions, réclamations, demandes et responsabilités de toute nature, y compris leurs coûts et frais, résultant d'actes ou d'omissions du prestataire ou de ses employés, dirigeants, agents ou sous-traitants, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. La présente disposition s'étendra, notamment, aux réclamations et responsabilités en matière d'accidents du travail, de responsabilité du fait des produits ou de responsabilité résultant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou d'autres éléments de propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, dirigeants, agents, préposés ou sous-traitants. Les obligations prévues par le présent article ne s'éteindront pas lors de la résiliation du présent contrat.

8.0 ASSURANCE ET RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS :

8.1 Le prestataire devra souscrire et conserver une assurance tous risques au titre de ses biens et de tout matériel utilisé pour les besoins de l'exécution du présent Contrat.

8.2 Le prestataire devra souscrire et conserver toute assurance appropriée au titre des accidents du travail, ou son équivalent, relativement à ses employés, afin de couvrir les demandes d'indemnisation liées à des blessures corporelles ou à des décès dans le cadre du présent contrat.

8.3 Le prestataire devra également souscrire et conserver une assurance responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les demandes d'indemnisation des tiers liées à des décès ou blessures corporelles, ou à la perte ou l'endommagement de biens, résultant de la fourniture de services en application du présent contrat ou de l'utilisation de véhicules, navires, aéronefs ou autres matériels détenus ou loués par le prestataire ou ses agents, préposés, employés ou sous-traitants fournissant des prestations ou services au titre du présent Contrat.

8.4 Sous réserve de l'assurance contre les accidents du travail, les polices d'assurance prévues par le présent article devront :

8.4.1 nommer le PNUD en qualité d'assuré supplémentaire ;

8.4.2 inclure une renonciation à subrogation de l'assureur dans les droits du prestataire contre le PNUD ;

8.4.3 prévoir que le PNUD recevra une notification écrite des assureurs trente (30) jours avant toute résiliation ou modification des assurances.

8.5 Le prestataire devra, en cas de demande en ce sens, fournir au PNUD une preuve satisfaisante des assurances requises aux termes du présent article.

9.0 CHARGES/PRIVILEGES :

Le prestataire devra s'abstenir de causer ou de permettre l'inscription ou le maintien d'un privilège, d'une saisie ou autre charge par toute personne auprès de toute administration publique ou du PNUD sur toute somme exigible ou devant le devenir au titre de prestations

réalisées ou de matériaux fournis en application du présent Contrat ou en raison de toute autre réclamation ou demande dirigée contre le prestataire.

10.0 PROPRIETE DU MATERIEL :

Le PNUD conservera la propriété du matériel et des fournitures qu'il pourra fournir et ledit matériel devra lui être restitué à l'issue du présent contrat ou lorsque le prestataire n'en aura plus besoin. Lors de sa restitution au PNUD, ledit matériel devra être dans le même état que lors de sa remise au prestataire, sous réserve de l'usure normale. Le prestataire sera tenu d'indemniser le PNUD au titre du matériel qui sera considéré comme étant endommagé ou dégradé au-delà de l'usure normale.

11.0 DROITS D'AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS PATRIMONIAUX :

11.1 Sous réserve des dispositions contraires expresses et écrites du contrat, le PNUD pourra revendiquer l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et autres droits patrimoniaux et, notamment, les brevets, droits d'auteur et marques se rapportant aux produits, processus, inventions, idées, savoir-faire ou documents et autres matériels que le prestataire aura développés pour le PNUD dans le cadre du contrat et qui seront directement liés à l'exécution du contrat, ou produits, préparés ou obtenus du fait ou au cours de son exécution, et le prestataire reconnaît et convient que lesdits produits, documents et autres matériels constitueront des œuvres réalisées contre rémunération pour le PNUD.

11.2 Lorsque lesdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux contiendront des droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux du prestataire : (i) existant antérieurement à l'exécution par le prestataire de ses obligations aux termes du contrat, ou (ii) que le prestataire pourra ou aura pu développer ou acquérir indépendamment de l'exécution de ses obligations aux termes du contrat, le PNUD ne se prévaudra d'aucun droit de propriété sur ceux-ci et le prestataire accorde par les présentes au PNUD une licence perpétuelle d'utilisation desdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux uniquement aux fins du contrat et conformément à ses conditions.

11.3 Si le PNUD en fait la demande, le prestataire devra prendre toute mesure nécessaire, signer tout document requis et, d'une manière générale, prêter son assistance aux fins de l'obtention desdits droits patrimoniaux et de leur transfert ou de leur fourniture sous licence au PNUD, conformément aux dispositions du droit applicable et du contrat.

11.4 Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'ensemble des cartes, dessins, photos, mosaïques, plans, rapports, estimations, recommandations, documents et toutes les autres données compilées ou reçues par le prestataire en application du présent contrat seront la propriété du PNUD, devront être mis à sa disposition aux fins d'utilisation ou d'inspection à des heures raisonnables et en des lieux raisonnables, devront être considérés comme étant confidentiels et ne devront être remis qu'aux fonctionnaires autorisés du PNUD à l'issue des prestations réalisées en application du contrat.

12.0 UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLEME OU DU SCEAU OFFICIEL DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES :

Le prestataire devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre publique de toute autre manière le fait qu'il fournit des prestations au PNUD et devra également s'abstenir de toute utilisation du nom, de l'emblème ou du sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies ou de toute abréviation du nom du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de son activité ou par ailleurs.

13.0 CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS :

Les informations et données considérées par l'une ou l'autre des parties comme étant exclusives qui seront communiquées ou divulguées par l'une des parties (le « Divulgateur ») à l'autre partie (le « Destinataire ») au cours de l'exécution du contrat et qui seront qualifiées d'informations confidentielles (les « Informations ») devront être protégées par ladite partie et traitées de la manière suivante :

13.1 Le destinataire (le « Destinataire ») desdites informations devra :

13.1.1 faire preuve de la même prudence et de la même discrétion pour éviter toute divulgation, publication ou dissémination des Informations du Divulgateur que celles auxquelles il s'astreint pour ses propres informations similaires qu'il ne souhaite pas divulguer, publier ou disséminer ; et

13.1.2 utiliser les Informations du Divulgateur uniquement aux fins pour lesquelles elles auront été divulguées.

13.2 A condition que le Destinataire signe avec les personnes ou entités suivantes un accord écrit les obligeant à préserver la confidentialité des Informations conformément au contrat et au présent article 13, le Destinataire pourra divulguer les Informations :

13.2.1 à toute autre partie, avec le consentement préalable et écrit du Divulgateur ; et

13.2.2 aux employés, responsables, représentants et agents du Destinataire qui auront besoin de prendre connaissance desdites Informations pour les besoins de l'exécution d'obligations prévues par le contrat, et aux employés, responsables, représentants et agents de toute personne morale qu'il contrôlera, qui le contrôlera ou qui sera avec lui sous le contrôle commun d'un tiers, qui devront également en prendre connaissance pour exécuter des obligations prévues aux termes du contrat, sachant toutefois qu'aux fins des présentes, une personne morale contrôlée désigne :

13.2.2.1 une société dans laquelle la partie concernée détient ou contrôle de toute autre manière, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions assorties du droit de vote ; ou

13.2.2.2 une entité dont la direction effective est contrôlée par la partie concernée ; ou

13.2.2.3 s'agissant du PNUD, un fonds affilié tel que l'UNCDF, l'UNIFEM ou l'UNV.

- 13.3** Le prestataire pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la loi, sachant toutefois que, sous réserve des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et sans renonciation à ceux-ci, le prestataire devra notifier au PNUD suffisamment à l'avance une demande de divulgation des Informations afin de lui donner la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre mesure opportune avant qu'une telle divulgation ne soit effectuée.
- 13.4** Le PNUD pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la Charte des Nations Unies, les résolutions ou règlements de l'Assemblée générale ou les règles édictées par le Secrétaire général.
- 13.5** Le Destinataire n'aura pas l'interdiction de divulguer les Informations qu'il aura obtenues d'un tiers sans restriction, qui seront divulguées par le Divulgateur à un tiers sans obligation de confidentialité, qui seront antérieurement connues du Destinataire ou qui seront développées à tout moment par le Destinataire de manière totalement indépendante de toute divulgation effectuée dans le cadre des présentes.
- 13.6** Les présentes obligations et restrictions en matière de confidentialité produiront leurs effets au cours de la durée du contrat, y compris pendant toute prorogation de celui-ci, et, sauf disposition contraire figurant au contrat, demeureront en vigueur postérieurement à sa résiliation.

14.0 FORCE MAJEURE ; AUTRES CHANGEMENTS DE SITUATION

- 14.1** En cas de survenance d'un quelconque évènement constituant un cas de force majeure et aussi rapidement que possible après sa survenance, le prestataire devra en notifier par écrit le PNUD avec l'ensemble des détails s'y rapportant si le prestataire se trouve de ce fait dans l'incapacité totale ou partielle d'exécuter ses obligations et de s'acquitter de ses responsabilités aux termes du contrat. Le prestataire devra également notifier au PNUD tout autre changement de situation ou la survenance de tout évènement compromettant ou risquant de compromettre l'exécution de ses obligations aux termes du contrat. Dès réception de la notification requise par le présent article, le PNUD prendra les mesures qu'il considérera, à sa seule et entière discrétion, comme étant opportunes ou nécessaires au regard des circonstances, y compris l'octroi au prestataire d'un délai supplémentaire raisonnable pour exécuter ses obligations aux termes du contrat.
- 14.2** Si, en raison d'un cas de force majeure, le prestataire est définitivement incapable de s'acquitter, en tout ou en partie, de ses obligations et de ses responsabilités aux termes du contrat, le PNUD aura le droit de suspendre ou de résilier le présent contrat selon les mêmes conditions que celles qui figurent dans l'article 15 « Résiliation », sachant toutefois que le délai de préavis sera de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.
- 14.3** Le terme de force majeure, tel qu'il est utilisé dans le présent article désigne des catastrophes naturelles, une guerre (déclarée ou non), une invasion, une révolution, une insurrection ou d'autres actes d'une nature ou d'une force similaire.

14.4 Le prestataire reconnaît et convient qu'en ce qui concerne les obligations prévues au contrat que le prestataire doit exécuter dans ou pour les régions dans lesquelles le PNUD est engagé ou se prépare à s'engager dans des opérations de maintien de la paix, humanitaires ou similaires ou dans lesquelles le PNUD se désengage de telles opérations, toute exécution tardive ou inexécution desdites obligations liée à des conditions difficiles dans lesdites régions ou à des troubles civils y survenant ne constituera pas, en soi, un cas de force majeure au sens du contrat.

15.0 RESILIATION

15.1 Chaque partie pourra résilier le présent contrat pour un motif déterminé, en tout ou en partie, en adressant à l'autre partie un préavis écrit de trente (30) jours. L'engagement d'une procédure d'arbitrage conformément à l'article 16.2 (« Arbitrage ») ci-dessous ne pourra pas être considéré comme constituant une résiliation du présent contrat.

15.2 Le PNUD se réserve le droit de résilier le présent contrat sans motif à tout moment, en adressant au prestataire un préavis écrit de 15 jours. Dans ce cas, le PNUD devra rembourser au prestataire l'ensemble des frais raisonnables que celui-ci aura engagés avant de recevoir ledit préavis.

15.3 En cas de résiliation par le PNUD en application du présent article, aucun paiement ne sera dû par le PNUD au prestataire, à l'exception des prestations et services fournis de manière satisfaisante et conformément aux conditions expresses du présent contrat.

15.4 Si le prestataire est mis en redressement judiciaire ou en liquidation, s'il tombe en cessation de paiements, s'il procède à une cession au profit de ses créanciers ou si un administrateur judiciaire est nommé en raison de sa cessation de paiements, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours dont il pourra disposer aux termes des présentes conditions, résilier le présent contrat sur-le-champ. Le prestataire devra immédiatement informer le PNUD de la survenance de l'un quelconque des événements susmentionnés.

16.0 REGLEMENT DES DIFFERENDS

16.1 Règlement amiable. Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.

16.2 Arbitrage. Les différends, litiges ou réclamations entre les parties liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité qui n'auront pas fait l'objet d'un règlement amiable en application de l'article 16.1 ci-dessus, sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur. Les décisions du tribunal arbitral devront être fondées sur des principes généraux de droit commercial international. En ce

qui concerne l'ensemble des questions relatives à la preuve, le tribunal arbitral devra suivre les règles additionnelles régissant la présentation et la réception des preuves dans les arbitrages commerciaux internationaux de l'Association internationale du barreau, édition du 28 mai 1983. Le tribunal arbitral sera habilité à ordonner la restitution ou la destruction de marchandises ou de tout bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle fournie en application du contrat, à ordonner la résiliation du contrat, ou à ordonner que toute mesure de protection soit prise relativement à des marchandises, services ou à tout autre bien, corporel ou incorporel, ou à toute information confidentielle fournie dans le cadre du contrat, s'il y a lieu, conformément au pouvoir du tribunal arbitral aux termes de l'article 26 (« Mesures provisoires ou conservatoire ») et de l'article 32 (« Forme et effet de la sentence ») du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. En outre, sauf disposition contraire expresse du contrat, le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des intérêts supérieurs au taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») alors en vigueur, et il ne pourra s'agir que d'intérêts simples. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

17.0 PRIVILEGES ET IMMUNITES

Aucune disposition du présent contrat ou y relative, qu'elle soit expresse ou implicite, ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

18.0 EXONERATION FISCALE

18.1 La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération de l'Organisation des Nations Unies au titre desdits impôts, droits ou redevances, le prestataire devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.

18.2 Par conséquent, le prestataire autorise le PNUD à déduire de la facture du prestataire toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le prestataire n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le prestataire à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le prestataire devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

19.0 TRAVAIL DES ENFANTS

Le prestataire déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des

risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

20.0 MINES

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

21.0 RESPECT DES LOIS

Le prestataire devra se conformer à l'ensemble des lois, règlements et règles se rapportant à l'exécution de ses obligations aux termes du présent contrat.

22.0 EXPLOITATION SEXUELLE

22.1 Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

22.2 Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des

services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

20. POUVOIR DE MODIFICATION

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.



Termes de référence

Programme des Nations-Unies pour le Développement

PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS DU SUD
MARADI FACE AUX RISQUES D'EXPOSITION À L'EXTRÉMISME VIOLENT

TERMES DE REFERENCE

Évaluation des besoins prioritaires en infrastructures
d'utilité communautaire incluant une analyse de perception
des communautés du Sud Maradi (communes de
Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan Sori)



Haute Autorité à la
Consolidation de la Paix



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX



 **ONU
FEMMES** 
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes

I. Contexte et justification

La partie sud de la région de Maradi, frontalière du Nord Nigéria, est en proie à un accroissement des épisodes de violence, notamment lié à la présence de groupes extrémistes violents, qui laisse craindre l'apparition d'un nouveau foyer de tensions dans une région du Niger jusqu'ici relativement stable. Afin de prévenir un basculement dans une insécurité généralisée et l'émergence d'un troisième foyer de tensions en sus de Tillabéry et Diffa, le PNUD et ONU Femmes ont lancé en novembre 2021 un nouveau projet de « **Renforcement de la résilience des communautés du Sud Maradi face aux risques d'exposition à l'extrémisme violent** », sur un financement du Fonds des Nations-Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF). Ce projet, mis en œuvre aux côtés de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), vise à appuyer les communautés du sud de la région de Maradi (communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan Sori) afin d'y renforcer préventivement la cohésion sociale et améliorer la résilience économique face aux risques d'exposition à l'extrémisme violent.

Le projet se focalise particulièrement sur les jeunes (garçons et filles) et les femmes, ciblés comme acteurs-clé et vecteurs de changement socio-économique pour le renforcement de la résilience communautaire face à la radicalisation et l'extrémisme violent.

En plus d'activités de communication ciblées pour informer et sensibiliser les communautés en s'appuyant sur des canaux locaux influents (radios communautaires, leaders religieux, leaders communautaires), des formations à la promotion de la paix et aux mécanismes de cohésion sociale seront dispensées sur la base d'une approche genre et âge, prenant en compte les différents besoins et rôles des femmes, filles et garçons. Ceux-ci bénéficieront également de façon prioritaire des mécanismes de prise en charge des personnes exposées aux risques de radicalisation à travers la mise en place et la réhabilitation d'espaces de cohésion sociale⁸. Le projet propose aux communautés des opportunités socio-économiques durables avec un solide dispositif d'accompagnement technique et matériel, en particulier pour les femmes et les jeunes, pour contribuer à renforcer leur résilience économique face aux risques de radicalisation et d'extrémisme violent, à travers une stratégie d'intervention innovante (approche 3 x 6⁹). Il contribue pleinement à l'autonomisation des femmes et des jeunes dans la zone d'intervention, en leur proposant des opportunités socio-économiques durables avec un solide dispositif d'accompagnement technique et matériel.

Ces interventions concourront à l'atteinte des deux résultats suivants :

- **Résultat 1** : Les risques liés à la radicalisation des communautés vulnérables sont réduits ;
- **Résultat 2** : La résilience économique face à l'extrémisme violent des communautés est renforcée.

L'atteinte du Résultat 2 du projet, « **la résilience économique face à l'extrémisme violent des communautés est renforcée** », utilise les compétences, les ressources et l'expertise des groupes vulnérables, qui seront accompagnés dans la structuration d'activités économiques viables dans le contexte local afin de générer un revenu durable et stable tout en renforçant la cohésion intercommunautaire. La mise en œuvre de la première phase de l'approche 3x6 vise à renforcer la cohésion sociale autour d'activités de *cash for work* dans la zone d'intervention du projet. Ces activités sont centrées sur la réhabilitation d'infrastructures d'utilité communautaire dont la contribution à l'amélioration du bien-être des communautés est avérée. Elles constituent une étape capitale de la mise

⁸ Les espaces de cohésion sociale sont des cadres d'échanges, de formation professionnelle et de prise en charge psychosociale pour les femmes et les jeunes.

⁹ L'approche « 3x6 » est une réponse organisationnelle développée par le PNUD pour passer des interventions qui procurent un soutien immédiat aux populations affectées par un conflit à une approche intégrée qui crée les conditions permettant aux populations de s'approprier le processus de développement, dont ils sont les acteurs. En s'appuyant sur les capacités et en les transformant, l'approche comprend et profite des opportunités économiques en même temps qu'elle contribue à la reprise économique et à l'intégration socio-économique des populations exposées à des risques de conflit. L'approche propose une réponse simple, systématique et globale pour construire et consolider la paix dans un contexte socio-économique qui est souvent très complexe, économiquement limité et politiquement contesté.

en œuvre du projet, en particulier pour la constitution (sur une base volontaire) des groupements intercommunautaires qui seront accompagnés dans la seconde et la troisième phase de l'approche 3x6¹⁰. C'est dans ce cadre qu'une évaluation des besoins prioritaires en infrastructures d'utilité communautaire dans la zone d'intervention du projet, objet des présents termes de référence, est initiée. Elle intégrera une analyse de perception des communautés afin d'identifier l'avantage comparatif des interventions sur les infrastructures ciblées pour l'amélioration du bien-être des populations et la cohésion sociale.

A cet effet, le cabinet sélectionné conduira une visite de terrain sur les communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan Sori, en lien avec les services techniques de l'Etat déconcentrés, les autorités locales et les représentants des communautés, afin de réaliser la collecte et l'analyse des données permettant l'identification des infrastructures d'utilité communautaire. Il produira un rapport signalant les besoins prioritaires en infrastructures d'utilité communautaire adaptées à la chaîne de valeur qui intègre une évaluation de l'avantage comparatif des communautés à travers une analyse de perception. Ce document servira de référence pour orienter les interventions menées dans le cadre de la première phase de l'approche 3x6, et atteindre les résultats escomptés.

II. Objectif de l'évaluation

Objectif principal : évaluer les besoins prioritaires en infrastructures d'utilité communautaire adaptées à la chaîne de valeur et l'avantage comparatif des communautés dans le Sud Maradi (communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan Sori).

- Objectif spécifique 1 : réaliser un état des lieux des infrastructures d'utilité communautaire dans les cinq communes d'intervention ;
- Objectif spécifique 2 : identifier les besoins prioritaires de réhabilitation/amélioration de ces infrastructures ;
- Objectif spécifique 3 : mener une analyse de perception sensible au genre et à l'âge au sein des communautés afin d'établir leur avantage comparatif dans les activités de réhabilitation/amélioration de ces infrastructures ;
- Objectif spécifique 4 : définir un plan de réhabilitation/amélioration des infrastructures sur la base d'activités de *cash for work* mises en œuvre par les communautés (intégrant une approche sensible au genre et à l'âge).

III. Résultats attendus

1. Un état des lieux des infrastructures d'utilité communautaire existant dans les cinq communes d'intervention (Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan Sori) est disponible (cartographie de l'existant) ;
2. Les besoins prioritaires de réhabilitation/amélioration de ces infrastructures sont identifiés, prenant en compte les spécificités des communes ciblées ;
3. Une analyse de perception sensible au genre et à l'âge détaillant l'avantage comparatif des communautés dans les activités de réhabilitation/amélioration de ces infrastructures est disponible ;
4. Un plan de réhabilitation/amélioration des infrastructures sur la base d'activités de *cash for work* mises en œuvre par les communautés est établi, intégrant une approche sensible au genre et à l'âge.

¹⁰ La seconde phase de l'approche 3x6 propose un accompagnement technique et matériel pour la structuration développement d'activités économiques durables autour des filières porteuses dans le contexte local ; la troisième phase accompagne la mise à l'échelle de ces activités.

IV. Description des tâches

Cette évaluation de base se fera suivant une approche permettant de combiner des méthodes quantitatives et qualitatives pour produire des données permettant de guider la programmation, le suivi et l'évaluation des prochaines activités de réhabilitation des infrastructures d'utilité communautaire mises en œuvre par les communautés sur la base d'activités de *cash for work*.

Elle sera faite en coordination étroite avec les services techniques déconcentrés de la région de Maradi, des départements de Madarounfa et Guidan Roudji, et les autorités locales des communes de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan Sori.

6. Collecter et analyser les données sur les infrastructures d'utilité communautaire existant dans les communes d'intervention, à fort potentiel d'impact pour l'amélioration du bien-être des communautés (nombre d'infrastructures, nature des infrastructures, analyse de leur état de fonctionnement, analyse de leur potentiel d'utilisation par les communautés, évaluation des besoins de réhabilitation/amélioration et nature des travaux à mener) ;
7. Mener une analyse inclusive de la perception des communautés sur la pertinence de la réhabilitation d'infrastructures sur la base d'activités de *cash for work* ;
8. Proposer trois (03) à cinq (05) infrastructures d'utilité communautaire nécessitant des travaux de réhabilitation/amélioration et dont l'utilité communautaire est avérée qui pourraient être appuyées par le projet ;
9. Proposition d'un plan de réhabilitation/amélioration des infrastructures sur la base d'activités de *cash for work* mises en œuvre par les communautés (avec une approche sensible au genre et à l'âge) ;
10. Proposition d'un système de suivi et d'évaluation permettant d'apprécier les changements socio-économiques enregistrés au sein des communautés bénéficiaires.

V. Méthodologie et durée de l'étude

La méthodologie qui sera détaillée par le cabinet devra combiner les approches quantitative et qualitative permettant de mener à bien les tâches ci-avant listées. Le cabinet de consultance en charge de l'évaluation devra déployer deux (02) experts nationaux : 1 expert en évaluation d'infrastructures et 1 expert en sciences sociales.

Un mécanisme de coordination avec les services techniques déconcentrés du ministère du Développement Communautaire de la région de Maradi et des départements de Madarounfa et Guidan Roudji, le Conseil Régional de Maradi et les mairies de Madarounfa, Gabi, Dan Issa, Tibiri Gobir et Guidan Roudji devra être prévu.

Des consultations devront être menées avec les leaders communautaires, les leaders religieux et les représentants des jeunes et des femmes dans la zone d'intervention du projet, afin d'assurer d'une approche participative dans l'identification des infrastructures ciblées.

L'analyse de perception sera menée auprès des communautés, sur la base d'une approche inclusive (genre et âge), en précisant la méthode d'échantillonnage adaptée.

La durée envisagée de l'évaluation est de trois (03) semaines.

VI. Livrables

- 1 note de cadrage détaillant la méthodologie choisie, les villages ciblés, les personnes-ressource à impliquer, le chronogramme envisagé... (au démarrage de l'évaluation) ;
- 1 rapport d'analyse reflétant les résultats des consultations menées (à mi-parcours) ;
- 1 rapport final portant le détail des infrastructures d'utilité communautaire identifiées et présentant le plan de réhabilitation/amélioration par les communautés sur la base du *cash for work* (à la fin de l'étude).

Les versements se feront en trois (03) tranches correspondant à la réception des livrables comme suit :

- Première tranche à la réception de la note de cadrage ;
- Seconde tranche à la réception du rapport d'analyse intermédiaire ;
- Troisième tranche à la réception du rapport final.

VII. Qualifications et expériences requises

Le cabinet en charge de l'étude devra justifier des qualifications suivantes :

- Expertise pluridisciplinaire avérée dans les consultations communautaires, en lien avec l'utilisation d'infrastructures d'utilité communautaire ;
- Expérience d'au moins deux (02) ans dans la conduite d'études communautaires ou d'études sur les infrastructures au Niger ;
- Expérience de travail avec des organisations internationales, en particulier le système des Nations-Unies ou des organisations non gouvernementales internationales.

Les deux experts présentés devront justifier des qualifications suivantes :

Pour l'expert en évaluation d'infrastructures :

1. Education :

- Diplôme d'ingénieur, génie rural, génie civil ou similaire, permettant de justifier d'une compétence pour l'évaluation de l'état d'infrastructures d'utilité communautaire et la détermination de stratégies de réhabilitation/amélioration (pistes rurales, mosquées, écoles, hôpitaux, cases de santé...)

2. Expérience :

- Expérience professionnelle de minimum deux (02) ans dans le domaine de la conception, du développement ou de l'évaluation d'infrastructures sociales et d'infrastructures d'utilité communautaire ;
- Avoir conduit au moins une (01) étude technique et financière sur des infrastructures d'utilité communautaire ;
- Disposer d'au moins une (01) expérience dans le domaine du développement durable, afin de justifier d'une connaissance des spécificités du secteur.

Pour l'expert en sciences sociales et consultations communautaires :

1. Education :

- Diplôme de Master dans le domaine du développement, de l'économie, des sciences humaines ou des sciences sociales ou apparenté ;
- Un diplôme/certification en statistique et analyse de données est un atout.

2. Expérience :

- Expérience professionnelle de minimum cinq (05) ans dans la recherche et la conduite d'analyses de perception communautaire, sur la base de méthodes d'analyse qualitatives et quantitatives ;
- Expérience professionnelle de minimum cinq (05) ans dans le domaine du développement communautaire, en particulier autour de la mise en place d'activités génératrices de revenu ou de cash for work ;
- Expérience professionnelle de minimum trois (03) ans dans le domaine de la consolidation de la paix, la cohésion sociale, permettant de justifier d'une bonne connaissance de la méthodologie de l'enquête communautaire ;
- Expérience professionnelle au sein du Système des Nations-Unies (assurant une bonne connaissance des standards et procédures du SNU) est un atout.